

# La Gazette des Comores

Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

25<sup>ème</sup> année - N°4693 - Vendredi 23 Août 2024 - Prix : 200 Fc

ACCESSION DES COMORES À L'OMC :

## Les Comores deviennent le 165<sup>e</sup> membre de l'OMC



Admission des Comores à l'OMC. (Photo d'archive)

### COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Projet de Résilience des Systèmes Alimentaires (FSRP-KM) financé par la Banque Mondiale, vient de prolonger la date limite de soumission des offres relative à l'acquisition des Kits de sécurités en Mer et des équipements d'installations de DCP.

**Date limite initial :** le 28 Août 2024 à 14H 30min

**Prolongement de la date :** le 31 Août 2024 à 11H 00min

**Heure d'ouverture des offres :** le 31 Août 2024 à 11h 00min

**Lieu :** dans la salle conférence du projet FSRP-KM situé à Mdé EX -Cefader

**Lancé le 22 Août 2024**

## LYCÉE D'EXCELLENCE :

**Ahmed Hamid Subra, une fabrique d'élite pour les Comores**

*Bientôt, un nouveau docteur de l'école d'excellence à Anjouan. La politique d'éducation instaurée par Anissi Chamsidine, ancien gouverneur de Ndzhouani, porte encore ses fruits avec l'obtention d'un doctorat par Ahmed Hamid Subra, ancien pensionnaire du lycée d'excellence de Ouani à Ndzhouani. Cette réussite est une grande fierté pour la nation comorienne et pour ceux qui ont soutenu ces talents cachés.*

L'ouverture du lycée d'excellence par Anissi Chamsidine, ancien gouverneur de l'île d'Anjouan, avait pour but de regrouper des jeunes écoliers dynamiques et ambitieux afin de promouvoir l'excellence dans l'apprentissage. Cette initiative a permis de présenter dignement le pays à l'intérieur et à l'extérieur. Ahmed

Hamid Subra en est un parfait exemple, ayant démontré son talent en soutenant avec succès son doctorat à l'université Cheikh Anta Diop au Sénégal. Ses collègues dakarois ont attesté les qualités de cet ancien collègue du lycée la Pléiade de Moroni.

« L'obtention du doctorat par Ahmed Hamid Subra est une source de fierté pour tous ceux qui ont contribué à l'épanouissement du lycée d'excellence », a insisté Ankili Mahamoud, enseignant de philosophie. Et de poursuivre : « cette réussite témoigne de l'importance de soutenir les initiatives novatrices et de promouvoir l'excellence dans l'éducation. L'école d'excellence continue à former et à accompagner les jeunes talents, contribuant ainsi au rayonnement et au développement de la nation comorienne. »

Cette nouvelle réalité, qui avait

été oubliée, démontre la pertinence de la vision éducative d'Anissi Chamsidine. Son engagement en tant qu'enseignant de formation lui a permis de placer l'éducation au cœur de ses préoccupations, faisant de lui un acteur clé dans le développement du pays. Ce jeune de la ville d'Ouani Anjouan a laissé ses empreintes dans le lycée d'excellence, preuve vivante de la vision.

Cette réussite met en lumière l'importance de soutenir et encourager de telles initiatives, qui permettent de révéler et de valoriser les jeunes talents du pays. Le lycée d'excellence continue donc à tracer son chemin, porté par la volonté de former les leaders de demain et de contribuer au développement de la nation comorienne.

Younès



Ahmed Hamid Subra, ancien pensionnaire du lycée d'excellence.

## RÉPARATION DES TUYAUX À FOMBONI :

**La SONEDE abime certains tronçons de la nouvelle route**

*La Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux (SONEDE) à Mohéli a actuellement engagé des travaux de réhabilitation du réseau d'eau de Fomboni. Ces travaux nécessitent la destruction partielle de certaines parties de la nouvelle route enrobée. Ce qui était prévisible, car les routes de Fomboni ont été malheureusement construites sous un réseau d'eau vétuste.*

Depuis la réhabilitation de la voirie de Fomboni, il y a de cela 3 ans, des travaux de

réparation du réseau hydraulique de la SONEDE s'effectuent quotidiennement pour assurer l'approvisionnement permanent en eau à la population. Malheureusement, ces travaux nécessitent souvent la démolition de certains tronçons des routes flambant neuves pour trouver les tuyaux défectueux. Étant donné la vétusté de ce réseau d'eau, ces pratiques sont devenues courantes. Dans l'axe linéaire de Kanalenini sur les hauteurs de Fomboni, les principaux tuyaux qui partent du bassin de stockage vers la ville présentent régulièrement des fuites. Et les

agents de la SONEDE se trouvent dans l'obligation de démolir cet enrobé pour leurs travaux de maintenance.

Interrogé par La Gazette, le directeur régional de cette société à Mohéli Abdoul-bastoi Hamid dit le regrette « profondément ». Cependant, il n'a pas d'autre solution que de procéder ainsi pour mener à bien sa mission d'approvisionner la population en eau potable. « Lors de la construction de cette voirie, le projet n'avait pas prévu un fonds de réhabilitation de ce réseau qui date déjà de plusieurs années.

Ces tuyaux sont complètement dégradés et présentent des fissures un peu partout, d'où les fuites d'eau en permanence », déplore le directeur. Abdoul-bastoi affirme avoir acheté du matériel à Dar-es-Salam pour effectuer des travaux dans certains axes. « J'espère qu'en remplaçant ces pièces défectueuses sous certaines routes où il y a trop de fuites on n'aura plus besoin de réparer encore », espère-t-il.

Quant au revêtement de cette partie enrobée détruite, un consensus a été trouvé entre cette société d'eau et la direction régionale des

travaux publics. Cette dernière se charge de reconstruire chaque tronçon endommagé. Il reste à savoir ce qui est de la durabilité de ces routes qui seront désormais hétérogènes. Une question qui mérite une réflexion pour les futurs projets coûteux dans le pays. Il est à noter que même l'entreprise chinoise CGC avait soulevé cette problématique du réseau d'eau sous la route mais comme les solutions proposées étaient coûteuses, rien n'a été fait.

Riwad

## INCENDIE DU SITE DE COMORES TÉLÉCOM À M'BÉNI :

**« La piste criminelle » n'est pas écartée**

*Le site de Comores Télécom à M'béni a été la cible d'un acte de sabotage endommageant gravement lundi*



des travaux de maintenance ( agents Comores telecom à Mbeni).

*dernier, les infrastructures. Cette action a entraîné une panne majeure dans plusieurs régions de Ngazidja. Une enquête est déjà diligentée afin d'élucider cette affaire qui semble être « criminelle ».*

À M'béni, dans la nuit du dimanche 18 août, les résidents de la région de Hamahamet étaient privés de réseau télécom (Huri). Pour cause, un nœud de raccordement souterrain essentiel a été gravement endommagé par un incendie. Ce dernier a entraîné une panne majeure dans les régions de Hamahamet, Dimani et Mbadjini. Ces régions sont couvertes par le même réseau d'alimentation. Il fallait attendre 18 heures pour que la vie reprenne son cours. Cet incident est désormais au centre des préoccupations majeures pour l'opérateur de téléphonie mobile Comores Télécom. Arrivé sur les lieux, Issa Mohamed Ahmed Faik, directeur technique de Comores Télécom, parle d'une « piste de criminelle » pendant que d'autres rejettent en bloc cette

hypothèse. « Je ne crois pas qu'il s'agit d'un acte de sabotage puisque il y avait une pluie un peu avant l'incendie », rejette ainsi un technicien du site qui était parmi les agents qui ont été immédiatement mobilisés pour rétablir la connexion. »

Selon les responsables de la boîte, ce n'est malheureusement pas la première fois que Comores Télécom serait la cible d'actes de vandalisme. L'incident de M'béni fait suite à d'autres incidents, notamment celui de Voidju et dans la région de Hamahamet. Le dimanche précédent, un câble a été coupé, provoquant des perturbations significatives dans les services de télécommunications. Lors d'une conférence de presse organisée au siège de la société, des représentants du service marketing ont dénoncé ces actes et appelé le gouvernement à prendre ses responsabilités pour protéger les infrastructures du pays.

Le directeur général de Comores Télécom, Ali Hadji Mmadi, avait déjà engagé, en janvier dernier, une campagne

de lutte contre les actes de vandalisme. Cependant, cette campagne semble n'avoir pas porté ses fruits. Les coupures de câbles, bien qu'elles provoquent des perturbations immédiates, entraînent également des pertes financières pour l'entreprise. Sarahani Salim, chef du parc à Comores Télécom, a exprimé sa frustration face à ces actes de sabotage, rappelant que ces attaques ne sont pas seulement un problème pour l'entreprise, mais pour toute la population comorienne. L'ampleur des dommages causés à M'béni souligne la nécessité urgente d'une réponse plus ferme de la part du gouvernement et des forces de l'ordre. Si les auteurs de ces actes ne sont pas arrêtés et traduits en justice, il est probable que ces incidents continueront de se multiplier, mettant en péril la stabilité des infrastructures de télécommunications dans le pays.

Ibnou M. Abdou

## ACCESSION DES COMORES À L'OMC :

## Les Comores deviennent le 165e membre de l'OMC

*Les Comores ont officiellement adhéré à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ce mercredi 21 Aout 2024, devenant le 165e membre après 17 ans de négociations. Une adhésion qui devrait favoriser « la modernisation, la transformation économique » et aider à intégrer le pays au continent africain.*

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, l'Union des Comores est devenue à partir de ce mercredi 21 août 2024, le 165ème Membre de l'organisation mondiale du commerce (OMC), un mois après le dépôt solennel de l'Accord d'Accession, signé par le Président de l'Union, Azali Assoumani, le 26 février 2024 à Abu Dhabi, aux Emirats Arabes Unis. Les membres de l'OMC avaient approuvé l'adhésion des

Comores lors de la 13e conférence ministérielle de l'organisation à Abou Dhabi en février dernier. « L'appartenance des Comores à l'OMC ajoutera une voix précieuse au système commercial multilatéral car elles ont démontré leur attachement aux valeurs de l'OMC et ont clairement montré leur volonté de s'adapter à ses règles et principes », a commenté la directrice générale de l'Organisation Ngozi Okonjo-Iweala, citée dans un communiqué.

Les deux derniers pays à avoir adhéré à l'OMC étaient l'Afghanistan et le Liberia en 2016. Le Kazakhstan et les Seychelles ont rejoint l'Organisation basée à Genève en 2015. Le processus d'adhésion prend généralement des années, car il exige de longues négociations avec tous les membres de l'OMC, qui ont tous un droit de

veto. Vingt-trois autres pays sont toujours dans la salle d'attente. L'adhésion du Timor oriental, également validée à Abou Dhabi en février, devrait être effective le 30 août.

Les Comores vont rejoindre 35 pays dans la catégorie des pays les moins développés au sein de l'OMC. « L'adhésion des Comores à l'OMC sera extrêmement bénéfique pour l'ensemble de notre économie, pour les entreprises publiques et privées et pour les consommateurs. Elle contribuera aux efforts de diversification commerciale et de partenariat de notre pays, ainsi qu'à son intégration dans les chaînes de valeur régionales, continentales et mondiales », avait déclaré le président Azali Assoumani à Abou Dhabi.

Tout un processus depuis 2007

L'Union des Comores (jusqu'à la place observateur) a fait sa demande

d'accession à l'OMC en février 2007. Le Groupe de travail sur l'accession des Comores, a été établi en octobre de la même année. En 2013, il a déposé son Aide-mémoire (Mémoire sur le Commerce extérieur) auprès du secrétariat de l'OMC. En 2014, il a reçu de la part des pays membres de l'Organisation, la première série de questions à répondre. Et en 2016, le pays a transmis ses premières réponses aux questions posées, conformément à la procédure, au secrétariat de l'OMC. Le 02 décembre 2016, a eu lieu la 1ère réunion de Groupe de travail, ouvrant ainsi le processus de négociations, marqué par plusieurs réunions techniques entre le pays accédant et les pays membres. Au total, dix réunions du Groupe de travail ont été organisées pendant le processus de négociations dont neuf sur place à Genève et une par

vidéo conférence (à cause de la pandémie Covid-19). Le 09 janvier 2024, a eu lieu la dernière réunion du Groupe de travail marquant ainsi, la fin des négociations et donc de son mandat.

Le 26 février 2024 marque un tournant dans le processus. Le Président de la République Azali Assoumani a signé le protocole d'accord sur l'accession des Comores à l'OMC à l'occasion de la 13ème Conférence Ministérielle de l'Organisation, à Abou Dhabi aux Emirats Arabes Unis. Et le 21 juillet 2024, l'Union des Comores a déposé l'instrument de ratification au secrétariat de l'OMC. Selon la procédure établie, le pays devient membre à part entière, 30 jours après le dépôt de la ratification.

MY

## CRISE DE LA FILIÈRE VANILLE:

## Vanille Djema interpelle l'Etat

*L'Office National de la Vanille et la société Agk sont pointés du doigt par l'association « Vanille Djema ». Tous deux accusés de saboter la filière vanille dans notre pays. Lors d'une conférence de presse, l'association a fermement interpellé les autorités compétentes face à cette crise qui ébranle le secteur, dénonçant des pratiques injustes et réclamant une intervention urgente.*

Face à la crise qui frappe durement la filière vanille, l'association « Vanille Djema » monte au créneau et dénonce des pratiques injustes, lors d'une conférence de presse tenue ce mercredi 21 août au foyer Aouladil Komor. Une occasion de rappeler que cette filière est l'un des piliers de l'économie comorienne. Le président de ladite association Youssouf Saïd Abdallah, lance un énième appel au Chef de l'État pour une intervention sans

délai afin de sauver la filière, surnommée « l'or vert » en raison de sa valeur inestimable.

« Contrairement à d'autres produits, la vanille est la seule dont la production est garantie par l'État et pourtant elle est tellement délaissée », avance-t-il, avant de souligner que le gouvernement a déjà joué un rôle crucial dans le passé pour soutenir la filière. Cependant, il regrette « qu'une telle implication semble faire défaut aujourd'hui. Les prix imposés aux cultivateurs et aux préparateurs de vanille sont dérisoires, et l'absence d'une régulation gouvernementale met en péril un marché vital pour notre économie. » Les conférenciers ont souligné les précédentes actions où l'État avait pris des mesures pour soutenir la filière, notamment la crise de 2004, où un fonds de soutien de 340 millions de nos francs avait été débloqué pour les exportateurs.

Inquiet, Youssouf Saïd Abdallah



vanille Djema en conférence.

exprime sa préoccupation face à l'inaction actuelle du gouvernement. « Le prix de la vanille préparé a chuté de 40.000 francs, le kilo est à seulement 17 500 francs, ce qui se traduit par un prix de 2000 francs pour le kilo de vanille verte », précise-t-il, tout en mettant en lumière l'ampleur de la crise pendant que les cultivateurs se trouvent dans une situation critique. Même son de cloche que Soulaïmana Hassane, secrétaire

général de l'association. Il parle de pratiques « inappropriées » de la part de certains membres de l'Office national de la vanille. Et d'accuser certains de ces membres de vendre la vanille à 30.000 Fc le kilo, un prix qui ne correspond pas aux réalités du marché. Il a également révélé que l'association possède encore un stock de 22 tonnes et 612 kilos pour l'année 2022, ainsi que 15 à 18 tonnes pour 2023, alors qu'aucune

vente n'ait encore été réalisée.

Issa Mhadji, membre de l'association de l'agriculture comorienne, pointe du doigt la société Agk. Cette dernière est accusée d'imposer des prix bas sans l'aval de l'État. « Il est inacceptable qu'une entreprise puisse dicter les prix du marché sans aucune régulation. Cela crée un déséquilibre qui nuit à l'ensemble de la filière », dit-il. Selon lui, les petits producteurs, souvent vulnérables, sont contraints d'accepter ces prix bas, ce qui met en péril leurs moyens de subsistance. Des sociétés imposent des prix qui ne tiennent pas compte des réalités du marché et ignorent les efforts des producteurs », persiste-t-il. Pour conclure, l'association « Vanille Djema » interpelle les élus et les autorités compétentes pour réguler le marché de la vanille et garantir des prix justes aux cultivateurs.

Ibnou M. Abdou

## TROIS VOITURES VANDALISÉES PAR DES INCONNUS :

## Halte aux brigands qui sévissent dans la capitale

*Le vandalisme de véhicules devient de plus en plus fréquent à Moroni. En l'espace d'un mois, trois voitures ont été saccagées, leurs vitres brisées, et les malfaiteurs ont emporté des objets de valeur et de l'argent trouvés à l'intérieur des véhicules. Le mode opératoire reste le même, et cette situation suscite une inquiétude croissante au sein de la population. À Moroni, la peur d'approcher des voitures garées se répand parmi les habitants.*

Ces derniers jours, plusieurs véhicules stationnés en bordure de route ont été vandalisés, renforçant la méfiance générale. Les malfaiteurs brisent la vitre avant côté passager et s'emparent des objets laissés à l'intérieur, laissant les propriétaires sous le choc.

Après l'avocat Idriss Saandi, c'est au tour de Benali Dhoifirou, un citoyen sans histoire, de voir sa voiture vandalisée et son sac, contenant ses effets personnels, volé. « C'était le 19 juillet dernier que ma voiture a été saccagée par des inconnus. Je l'avais garée dans le parking en face



de Sarah Market à Hamramba. C'était aux environs de 19h 30 lorsque cet acte barbare a été perpétré. Ils ont brisé la vitre côté passager et ont pris mon sac qui contenait mon ordinateur, des clés USB et mes cartes bancaires », confie l'avocat, joint au téléphone. Pris de

peur, ce dernier explique avoir retrouvé certains de ses objets jetés derrière le Palais du Peuple. « Ils sont partis avec ma vie professionnelle, car l'ordinateur et les clés USB contenaient des documents importants », poursuit-il, précisant avoir déposé plainte contre X, mais n'avoir reçu aucune suite à ce jour.

Le lendemain de cet incident, une autre personne a subi une agression similaire, à la même heure et avec le même mode opératoire. Cette fois, les malfaiteurs sont repartis avec une importante somme d'argent et le sac de la victime. Cependant, un des voleurs a été repéré par des caméras de surveillance et identifié. Malgré cette identification, la gendarmerie n'a pas encore réussi à l'appréhender. Ces actes de banditisme suscitent une grande peur au sein de la popu-

lation et compromettent la sécurité du pays. Certains estiment que des mesures drastiques doivent être prises par le gouvernement. La gendarmerie doit être mobilisée pour mettre fin à ces actes qui nuisent à l'image du pays. Le 19 août, alors qu'il se rendait à la prière, Benali Dhoifirou a garé sa voiture près du stade Buscaille, dans le quartier de Zilimadjou. En l'espace de 15 minutes, les bandits ont attaqué son véhicule en utilisant la même technique. « Ce qui se passe dans le pays est incroyable. J'ai garé ma voiture et à peine un quart d'heure plus tard, je découvre qu'elle a été vandalisée », déclare-t-il. Selon lui, la délinquance est en hausse dans le pays, et chacun doit redoubler de vigilance.

Nassuf Ben Amad

## FÊTE D'INDÉPENDANCE INDIENNE :

# L'ambassadeur Bandaru pour le renforcement des liens entre les deux pays

*L'Inde a célébré son 77ème Jour de l'Indépendance. C'était l'occasion pour son ambassadeur auprès de l'Union des Comores d'appeler au renforcement des liens entre les deux pays.*

**A** l'occasion du 77ème Jour de l'Indépendance de l'Inde le 15 août dernier, son ambassadeur auprès de l'Union des Comores a mentionné la tenue réussie des élections générales en Inde en juin de cette année, qui ont mis en valeur le dynamisme de la tradition démocratique profondément enracinée. « Les élections ont été le plus grand exercice démocratique de l'histoire de l'humanité, auquel ont participé plus de 66% des 969 millions d'électeurs en Inde. Le Premier Ministre Indien, S.E. M. Narendra Modi a été réélu pour la troisième fois consécutive, reflétant la confiance que le peuple indien accorde à son leadership », a-t-il annoncé.

Selon lui, au cours des 77 dernières années, l'Inde a réussi à réaliser des progrès remarquables, tout en préservant la suprématie de sa

constitution et de son État de droit. « L'Inde est désormais devenue la 5ème économie mondiale et abrite son 3ème écosystème de start-ups. En août 2023, l'Inde est devenue le 4ème pays au monde à réussir un atterrissage en douceur sur la Lune et en janvier de cette année. Le vaisseau spatial indien « Aditya L1 » a été placé sur une orbite en halo pour observer le Soleil à une distance de 1,5 million de km de la Terre », a-t-il montré. Et d'ajouter : « L'Inde est également devenue le leader mondial des paiements numériques en temps réel, représentant près de la moitié des transactions mondiales. Sous la direction visionnaire du Premier ministre Narendra Modi, l'Inde a elle-même pour objectif ambitieux de devenir un pays développé d'ici 2047, date à laquelle l'Inde célébrera les 100 ans de son indépendance ».

L'ambassadeur Bandaru Wilsonbabu a montré que l'Inde hérite ses liens traditionnels d'amitié avec les Comores. « Conformément à notre vision SAGAR (sécurité et croissance pour tous dans la région), l'Inde attache de l'importance au

renforcement de son partenariat avec les Comores. En tant que partenaire fiable et engagé, l'Inde est prête à partager son expérience et son expertise en matière de développement, en fonction des besoins et des exigences des Comores », a-t-il souligné.

C'était aussi l'occasion pour le diplomate indien de montrer l'importance des relations entre les deux pays par les échanges qui ont eu lieu l'année dernière. Il a cité la participation du président Azali Assoumani au sommet du G 20 qui s'est tenu à New Delhi en septembre 2023, la participation du délégué en charge de la défense des Comores à la 4e édition du GOA Maritime conclave en octobre 2023, la participation des artistes comoriens au Surajkund International Crafts Mela à Haryana en février 2024, la présence de l'ambassadeur Bandaru Wilsonbabu à la cérémonie d'investiture du président Azali en mai 2024 ou bien la journée internationale du Yoga tenue à Moroni en juin 2024.

MY



Bandaru Wilsonbabu, Ambassadeur de l'Inde en Union des Comores.



Financé par l'Union européenne



## COMMUNIQUE DE PRESSE

### Deuxième Edition du PRIX « SAMINYA BOUNOU » DU JOURNALISME SENSIBLE AU GENRE ET A LA JEUNESSE

**L'Association des Femmes Comoriennes de la Presse (AFCP), en collaboration avec le projet SHAWIRI, financé par l'Union Européenne, à travers l'ONG EarthEcho Communications, a l'honneur d'informer les journalistes de l'Union des Comores du lancement du deuxième Prix « Saminya Bounou » du journalisme sensible au genre et à la jeunesse. Les lauréats de la deuxième édition de ce Prix, visant à améliorer la visibilité et l'image des femmes et de la jeunesse dans les médias, ainsi que la couverture des enjeux et défis associés au genre et à la jeunesse en Union des Comores, seront annoncés et récompensés en décembre 2024.**

Créée en 2013, l'Association des Femmes Comoriennes de la Presse (AFCP) a pour but de renforcer le rôle positif que doit jouer la femme journaliste dans la société comorienne. Les actions de l'association vont dans le sens de la promotion de la place et de l'image de la femme dans les médias, et la promotion des droits des femmes en Union des Comores en général.

En collaboration avec le projet SHAWIRI, à travers EarthEcho Communications, organisation de coopération internationale faisant de la communication pour le développement et la transformation sociale, son principal domaine d'intervention et d'expertise, l'AFCP lance la deuxième édition du Prix « Saminya Bounou » du journalisme sensible au genre et à la jeunesse, qui récompense les journalistes dont les productions sont consacrées à la visibilité de la présence des femmes et des jeunes dans les médias et une meilleure couverture des enjeux et défis associés au genre et à la jeunesse.

Pour rappel, Saminya Bounou était une consœur. Journaliste depuis 1999, elle a été la première femme à occuper le poste de rédactrice en chef, de grand reporter et de cheffe de la rubrique politique du journal national Al

Watwan. Elle a été également cofondatrice et première présidente de l'Association des Femmes Comoriennes de la Presse, de 2013 à 2015. Disparue prématurément en 2017, elle a laissé dans nos mémoires, le souvenir d'une femme engagée pour la promotion des droits des femmes et de leur image dans les médias. Le Prix « Saminya Bounou » du journalisme sensible au genre et à la jeunesse est ainsi dédié à sa mémoire, pour rendre hommage à cette femme engagée dans les médias et à la promotion des droits des femmes et des jeunes.

Cette année, le Prix récompensera trois journalistes, notamment de la presse écrite, de la radio et de la Télévision, dont les travaux reflétant les questions de genre ont été diffusés au cours de l'année 2023-2024, dans l'un des médias nationaux. Ces prix seront répartis dans les catégories ci-après : « Meilleur reportage écrit », « Meilleur reportage radio » et « Meilleur reportage TV ». Un 4ème Prix sera décerné au journaliste ayant produit le meilleur reportage sur la jeunesse, de 2023-2024, tout média confondu.

Le jury d'attribution du prix évaluera les reportages sélectionnés du 18 novembre au 29 novembre et **siègera le 10 décembre 2024** pour récompenser les lauréats retenus.

Pour participer au Prix Saminya Bounou, les journalistes doivent envoyer leurs productions au plus tard **le vendredi 13 septembre 2024**, aux adresses suivantes : [ritange2002@yahoo.fr](mailto:ritange2002@yahoo.fr), [archange2009@gmail.com](mailto:archange2009@gmail.com).



## RÉSEAUX SOCIAUX :

## Alerte au piratage des comptes Facebook

*Il ne se passe une semaine avant qu'une alerte au piratage ne soit signalée dans les réseaux sociaux par un internaute. Ces derniers temps, le mal semble venir d'une société douteuse appelé Global Investissement Trading (GIT) qui est dans l'acquisition des rendements hebdomadaires. Une société qui est dans le viseur de plusieurs autorités de marché dont la COSUMAF en Afrique de l'ouest.*

Déjà en 2022, Radio-Canada avait alerté sur les pratiques frauduleuses. « Des agences canadiennes et africaines de réglementation financière ont par ailleurs lancé des alertes pour représentation frauduleuse visant GIT et le site Liyeplimal qui héberge une crypto-monnaie appelée Limcoin. » L'annonce avait poussé plusieurs personnes touchées par cette société de droit camerounais à sortir de l'ombre et à dénoncer des pratiques douteuses. Créée en 2017 par Émile Parfait Simb, jeune informaticien camerounais, GIT promet monts et merveilles à ses clients avec son slogan investir peu et gagner beaucoup.

Si aujourd'hui à notre connaissance, aucun comorien ne s'est encore déclaré victime de perte d'argent de cette société, nombreux sont ceux qui déclarent avoir vu leur compte Facebook piraté par cette dernière. Et à chaque fois c'est la même parade, elle t'envoie une invitation en te disant de rentrer ton adresse ou de cliquer sur un lien et en suivant ces instructions, c'est là où on perd le contrôle de son compte.

Seul recommandation, si on est confronté à une telle situation, c'est de rester prudent, nous disent les spécialistes. « Il faut absolument faire attention aux liens, même quand ils nous paraissent familiers, il ne faut pas vite les cliquer et en cas de doute, il faut simplement éviter », nous alerte Toimimou Ibrahim, directeur de l'agence digitale Kinu Ink. Et ce dernier de nous donner des précisions sur ce qu'il ne faut pas faire. « Quand on vous envoie des pièces jointes, vérifier aussi si l'extension, n'est pas inhabituelle du type .pif ; .com ; .bat ; .exe ; .Vbs ; .Ink. Quand c'est le cas, ne pas

cliquer est la règle. »

Autre méthode pour éviter le piratage, c'est le paramétrage du compte, « Paramétrez toujours quand c'est possible une authentification à deux facteurs de sorte que celui qui veuille accéder à votre compte en s'authentifiant soit obligé de rentrer un code envoyé dans ton téléphone par exemple quand l'appareil ou la position géographique ne sont pas habituels », nous résume Toimimou Ibrahim. Ce dernier appelle surtout, les usagers à faire preuve de bon sens et de ne pas accepter n'importe quelle demande sur internet. « Les élections à la présidence d'une association ne se font pas sur Facebook, comme c'est le cas avec Global Investissement. »

Imtiyaz



## إعلان عن منافسة

تعن سفارة المملكة العربية السعودية في موروني عن طرح منافسة لشركات أمن و حراسة لقيام بمهام تأمين وحراسة مباني السفارة ومقر إقامة السفير.

اسم المنافسة	رقم المنافسة	مجال التصنيف	مكان استلام الكراسات وتقديم العروض	آخر موعد لتقديم العروض	مكان وموعد فتح المظاريف
منافسة لتوظيف شركة أمن وحراسة		الاختصاص في مجال الامن و الحراسة مع مراعاة تقديم الشركة الاوراق الثبوتية للنشاط	مقر السفارة - هاتف 7735847 3447347 التحويلة : 0 البريد الالكتروني : <a href="mailto:coemb@mofa.gov.sa">coemb@mofa.gov.sa</a>	يوم الاثنين 2024/9/9 وقت للاستلام الساعة : 1:00 ظهرا	مقر السفارة في موروني يوم 2024/9/10 الساعة 10:00 صباحا

## Avis d'appel d'offres

L'ambassade du Royaume d'Arabie Saoudite à Moroni lance un appel d'offres au profit des sociétés de sécurité et du gardiennage pour la Sécurisation et le gardiennage des locaux de l'ambassade et la Résidence de l'Ambassadeur.

Nom de l'appel d'offres	Référence de l'appel d'offres	Description	Lieu pour retirer les cahiers des charges et soumettre les offres	Date limite de dépôt des offres	Lieu et heure d'ouverture des enveloppes
A candidature pour l'embauche d'une société de sécurité et de gardiennage		Spécialisation dans le domaine de la sécurité et du gardiennage, compte tenu de la présentation par la société des documents prouvant l'activité	Siège de l'ambassade Tél : 7735847 3447347 Poste : 0 E-mail : <a href="mailto:coemb@mofa.gov.sa">coemb@mofa.gov.sa</a>	lundi 09/09/2024 A 13H :00	Siège de l'Ambassade à Moroni le 10/09/2024 10h00



**Union des Comores**  
Ministère de l'Environnement,  
chargé du Tourisme



1- Le Projet Ulanga mali « Appui à la gestion durable des ressources et du territoire des Comores » est co-financé par l'Agence française de développement (AFD) et l'Union européenne (UE), qui a délégué la gestion des fonds à l'AFD. Le projet s'inscrit notamment dans la programmation UE 2021-2027 d'appui au Plan Comores Emergent (horizon 2030), en particulier sur le programme Pacte vert et bleu (PVB).

Le projet est sous la maîtrise d'ouvrage du Ministère de l'Environnement chargé du Tourisme (MET) de l'Union des Comores. Il est constitué d'une unité de gestion de projet (UGP) basée à Moroni et disposant d'une antenne à Mohéli. Le projet implique également le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat, en charge des affaires foncières et des transports terrestres (MATUAFFT) ainsi que le Parc National de Mohéli (PNM).

2- L'objectif global du projet est de contribuer à la gestion durable du territoire de l'Union des Comores, à la préservation des écosystèmes insulaires et à un développement socioéconomique inclusif et durable des populations des îles de Mohéli, Grande Comore et Anjouan. Trois objectifs spécifiques sont attendus :

- OS1. Renforcer le Parc national de Mohéli et identifier des sources de financement pérennes pour l'exercice de ses missions, à savoir, la conservation de la biodiversité et le développement des communautés locales;

- OS2. Contribuer à l'opérationnalisation du schéma d'aménagement territorial (SAT) de Mohéli à travers une gestion intégrée des bassins versants vulnérables ; et

- OS3. Contribuer à une planification concertée de l'aménagement des territoires de Grande Comore et d'Anjouan, à travers l'élaboration des SAT de ces deux territoires.

3- Une partie du financement du projet est prévu de recruter le personnel de l'Unité de Gestion. Cet appel à candidature vise à recruter le Responsable Technique – Suivi-Evaluation (RT-SE) qui a un rôle équivalent à un Coordonnateur Adjoint, avec une dimension technique marquée. A ce titre, il aura pour mission **d'assurer la bonne gestion et exécution technique du Projet, en cohérence avec la gestion financière de celui-ci, et en veillant à animer l'équipe technique de l'UGP mobilisée à Fomboni**, conformément aux orientations du document de conception et de l'accord de financement signé entre le Gouvernement des Comores et l'AFD, ainsi qu'avec l'UE dans le cadre du Pacte Vert et Bleu (PVB).

#### 4- PROFIL :

- Être de nationalité Comorienne.
- Titulaire d'un diplôme de niveau Bac+5, équivalent Master en agriculture/agronomie, aménagement du territoire, environnement, foresterie ou équivalent.
- Attester d'au moins 15 ans d'activités profession-

nelles dans la réalisation de projets en zone rurale.

- Avoir occupé un ou des postes à responsabilité au sein d'unités de coordination de projets, et fournir les attestations de fin de mission et/ou bilans d'activités concluants.

- Expérience personnelle dans la gestion administrative et financière de projets, si possibles sous financements extérieurs.

- Aptitudes reconnues dans la gestion d'équipes, ainsi que la dialogue multi-acteurs (institutions, acteurs non-étatiques, communautés bénéficiaires, etc.).

- Aptitude à utiliser les applications standards de Microsoft Office (Word, Excel, PowerPoint).

#### 5. DOSSIERS

- Letterer de motivation
- Cv
- Diplome et Certificat
- Liste de trois personnes de contact
- Deux photos récentes

6- Les candidats intéressés à cet appel à candidature doivent déposer leurs dossiers au siège de l'UGP sis à Mdé ex CEFADER de 8h à 14h30 du **lundi au Jeudi et de 8h à 11h30 le vendredi**. Ils peuvent aussi retirer l'ensemble des TDR au siège de l'UGP à l'adresse mentionnée ci-dessus.

7- Les candidats ont **jusqu'au Vendredi 13 Septembre à 11h** pour déposer leurs dossiers.



**Union des Comores**  
Ministère de l'Environnement,  
chargé du Tourisme



1- Le Projet Ulanga mali « Appui à la gestion durable des ressources et du territoire des Comores » est co-financé par l'Agence française de développement (AFD) et l'Union européenne (UE), qui a délégué la gestion des fonds à l'AFD. Le projet s'inscrit notamment dans la programmation UE 2021-2027 d'appui au Plan Comores Emergent (horizon 2030), en particulier sur le programme Pacte vert et bleu (PVB).

Le projet est sous la maîtrise d'ouvrage du Ministère de l'Environnement chargé du Tourisme (MET) de l'Union des Comores. Il est constitué d'une unité de gestion de projet (UGP) basée à Moroni et disposant d'une antenne à Mohéli. Le projet implique également le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat, en charge des affaires foncières et des transports terrestres (MATUAFFT) ainsi que le Parc National de Mohéli (PNM).

2- L'objectif global du projet est de contribuer à la gestion durable du territoire de l'Union des Comores, à la préservation des écosystèmes insulaires et à un développement socioéconomique inclusif et durable des populations des îles de Mohéli, Grande Comore et Anjouan. Trois objectifs spécifiques sont attendus :

- OS1. Renforcer le Parc national de Mohéli et identifier des sources de financement pérennes pour l'exercice de ses missions, à savoir, la conservation de la biodiversité et le développement des communautés locales;

- OS2. Contribuer à l'opérationnalisation du schéma d'aménagement territorial (SAT) de Mohéli à travers

une gestion intégrée des bassins versants vulnérables ; et

- OS3. Contribuer à une planification concertée de l'aménagement des territoires de Grande Comore et d'Anjouan, à travers l'élaboration des SAT de ces deux territoires.

3- Une partie du financement du projet est prévu de recruter le personnel de l'Unité de Gestion. Cet appel à candidature vise à recruter le Responsable de Passations de Marchés (RPM) qui aura pour mission d'assurer la bonne gestion et exécution des marchés passés dans le cadre du Projet, afin de contribuer à sa bonne redevabilité (technique et financière), conformément aux orientations du document de conception et de l'accord de financement signé entre le Gouvernement des Comores et l'AFD, ainsi qu'avec l'UE dans le cadre du Pacte Vert et Bleu (PVB).

#### 4- PROFIL :

- Être de nationalité Comorienne.
- Titulaire d'un diplôme de niveau Bac+5, équivalent Master en économie, gestion, droit, commerce ou équivalent.
- Attester d'au moins 10 ans d'activités professionnelles dans la passation de marchés.
- Avoir occupé un ou des postes à responsabilité au sein d'unités de coordination de projets, et fournir les attestations de fin de mission et/ou bilans d'activités concluants.
- Connaissance avérée et expérience pratique de

l'acquisition de biens et travaux, et l'acquisition de services de consultants dans le cadre des conditions de financement des projets de développement.

- Connaissances indispensables de la réglementation nationale en matière de passation de marchés publics.

- Aptitude à tenir de façon rigoureuse le plan de passation de marché du projet, selon les normes requises.

- Aptitude à utiliser les applications standards de Microsoft Office (Word, Excel, PowerPoint).

- Avoir une éthique de travail et de bonne gestion des ressources publiques.

- Avoir de bonnes capacités d'analyse, d'organisation et d'excellentes compétences en communication et gestion de l'information.

#### 5. DOSSIERS

- Letterer de motivation
- Cv
- Diplome et Certificat
- Liste de trois personnes de contact
- Deux photos récentes

6- Les candidats intéressés à cet appel à candidature doivent déposer leurs dossiers au siège de l'UGP sis à Mdé ex CEFADER de 8h à 14h30 du **lundi au Jeudi et de 8h à 11h30 le vendredi**. Ils peuvent aussi retirer l'ensemble des TDR au siège de l'UGP à l'adresse mentionnée ci-dessus.

7- Les candidats ont **jusqu'au Vendredi 13 Septembre à 11h** pour déposer leurs dossiers.